

**ARRÊTÉ**  
**portant actualisation du classement et des prescriptions**  
**relatives à la surveillance des rejets d'eaux industrielles**  
**des installations de la société SAFIL, route de Vaupy à BONNY-SUR-LOIRE**

**La Préfète du Loiret**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre 1<sup>er</sup>, le titre 1<sup>er</sup> du livre V, en particulier l'article R.181-45 et la nomenclature annexée à l'article R.511-9 ;

VU le décret du 10 février 2021 portant nomination de Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1988 autorisant la société SAFIL à poursuivre les activités de son usine de fabrication d'articles en fils métalliques située à BONNY SUR LOIRE qui comportera en outre un dépôt de gaz combustible ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2007 imposant des prescriptions complémentaires à la société SAFIL à BONNY SUR LOIRE, relatives au contrôle des circuits d'élimination des déchets ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2009 imposant des prescriptions complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (première phase : surveillance initiale) à la société SAFIL à BONNY SUR LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2011 imposant des prescriptions complémentaires à la société SAFIL à BONNY SUR LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2013 imposant des prescriptions complémentaires aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (surveillance pérenne, programme d'action et étude technico-économique) à la société SAFIL à BONNY SUR LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2014 imposant des prescriptions complémentaires à la société SAFIL à BONNY SUR LOIRE (mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le courriel du 15 juin 2018 complété le 25 juin 2019 de la société SAFIL concernant une proposition relative à l'actualisation des valeurs limites d'émission des rejets aqueux ainsi que leurs périodicités ainsi qu'une demande de l'arrêt de la surveillance des paramètres suivants : Cadmium, Aluminium, Plomb, Phosphore, Étain, Nickel et Chrome VI ;

VU le rapport d'inspection du 26 septembre 2019 notifié à l'exploitant le 8 octobre 2019 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 13 janvier 2021 ;

VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral ;

VU le courrier de l'exploitant du 17 février 2021 justifiant la non-détection dans les rejets aqueux du site, des paramètres étain, phosphore, aluminium et chrome trivalent sur les années 2018, 2019, et 2020 ;

VU le courrier de l'exploitant du 10 mars 2021 transmettant la copie des fiches de données de sécurité des produits utilisés dans les bains de traitement de surface pour justifier l'absence de plomb, cadmium, chrome hexavalent, chrome trivalent, nickel, étain, aluminium et phosphore ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 février 2022 après examen des éléments transmis par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les dispositions des arrêtés ministériels des 26 septembre 1985 et 30 juin 2006 modifiés susvisés sont applicables aux installations de l'établissement SAFIL de la commune de BONNY-SUR-LOIRE ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 24 août 2017 susvisé modifie notamment l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

CONSIDÉRANT que la proposition de programme de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau transmis par la société SAFIL s'avère conforme aux nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'actualiser le programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales de ruissellement afin de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1 : CHAMP D'APPLICATION**

La société SAFIL est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises Route de Vaupy, sur le territoire de la commune de BONNY-SUR-LOIRE ; (coordonnées Lambert 93 : X = 688 402 m ; Y= 6 717 806 m).

#### **ARTICLE 1.2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions des articles 2.1 et 2.2 du chapitre 2 du présent arrêté se substituent respectivement à celles des points 2, 3 et 4 de l'article 1<sup>er</sup> et du paragraphe 8.1.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1988 susvisé.

Les prescriptions des articles 2 et 4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 sont abrogées.

## CHAPITRE 2 – ACTUALISATION DU CLASSEMENT ET DES PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA SURVEILLANCE DES REJETS D'EFFLUENTS LIQUIDES

### ARTICLE 2.1 : TABLEAU DE CLASSEMENT DU SITE

Rubrique et alinéa		Cl	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé	
3260	/	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique	Volume des cuves affectées au traitement	> 30	m³	47,4*	m³
2564	1.a	E	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Volume des cuves affectées au traitement	> 1500	l	2500*	l
2560	B.2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation	> 150 ≤ 1000	kW	723	kW
2561	/	DC	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	/	/	/	/	/
2565	4	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 4. Vibro-abrasion	Volume des cuves affectées au traitement	> 200	l	300	l
2940	3.b	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	> 20 ≤ 200	kg/j	75	kg/j
4718	2.b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	≥ 6 < 50	t	26,02	t
4725	2	DC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 2 < 200	t	3	t
1530	/	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de)	Volume susceptible d'être stocké	≤ 1000	m³	65	m³
1532	/	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse	Volume susceptible d'être stocké	≤ 1000	m³	100	m³
2575	/	NC	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation	≤ 20	kW	6,41	kW
2663	2	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Volume susceptible d'être stocké	< 1000	m³	10	m³
2910	A	NC	Combustion	Puissance thermique nominale	< 1	MW	0,054	MW
4130	2	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 1	t	0,35	t

A : Autorisation    E : Enregistrement    DC : Déclaration avec contrôle périodique    NC : non classable

\* : Absence de plomb, cadmium, chrome hexavalent, nickel, étain, phosphore, aluminium et chrome trivalent dans les bains de traitement de surface.

## ARTICLE 2.2 : AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES A LA SORTIE DE LA STATION DE DÉTOXICATION

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet, en amont des éventuels points de mélanges avec les effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux de procédé...).

En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.

Dans le cas d'un traitement des effluents en continu, le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence minimale	Méthode d'analyse
MES	Trimestrielle	Selon les normes en vigueur
DCO	Trimestrielle	
Azote total	Trimestrielle	
Hydrocarbures	Trimestrielle	
Détergents	Trimestrielle	
Cuivre	hebdomadaire	
Zinc	2 fois par semaine	
Fer	hebdomadaire	
Métaux totaux	hebdomadaire	
Fluorures	Trimestrielle	
Nitrites	Trimestrielle	

Des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

## ARTICLE 2.3 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 3.1 SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3.2 : PUBLICITÉ

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 3.3 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **7 MARS 2022**

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Benoît LEMAIRE

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1.

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

